



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 1er au 8 octobre 2026

English summary

Southern Africa

- The World Bank raised its 2026 growth forecast for sub-Saharan Africa to 4.3%, but trajectories diverge sharply in Southern Africa: commodity exporters such as Zambia (5.6%) and Angola (4.5%) are accelerating, while South Africa remains sluggish (1.0%). A possible El Niño episode in late 2026-early 2027 is the main short-term risk.
- Moody's moved its outlook on sub-Saharan sovereigns to positive, citing reforms, high commodity prices and improved access to financing, although this assessment relies largely on commodity prices that could reverse.
- The African Union (AU) launched the Africa Credit Rating Agency (AfCRA), whose impact on borrowing costs will depend on its credibility with international investors.

South Africa

- Private sector activity fell back into contraction in September, with the Purchasing Managers' Index (PMI) at 49.0, while fuel prices reached new records and are expected to weigh on purchasing power.
- Transnet Pipelines launched tenders for private operators to run five fuel storage facilities for at least ten years, as part of the broader opening of Transnet's network activities to the private sector.
- The government postponed the final request for proposals for its first Independent Transmission Projects (ITP) to Q2 2027, partly pending the finalisation of the Credit Guarantee Vehicle (CGV).

- The fuel import bill reached its highest level since 1994, with oil accounting for 24.5% of total imports in Q2 2026, highlighting the country's vulnerability to international oil prices.

Angola

- Leonardo delivered two AW139 helicopters to the National Police, strengthening its position as one of the main helicopter suppliers to the Angolan state.

Malawi

- An International Monetary Fund (IMF) mission made progress towards a new Extended Credit Facility (ECF) programme, although risks remain tilted to the downside, notably due to climate shocks and weak tobacco demand.

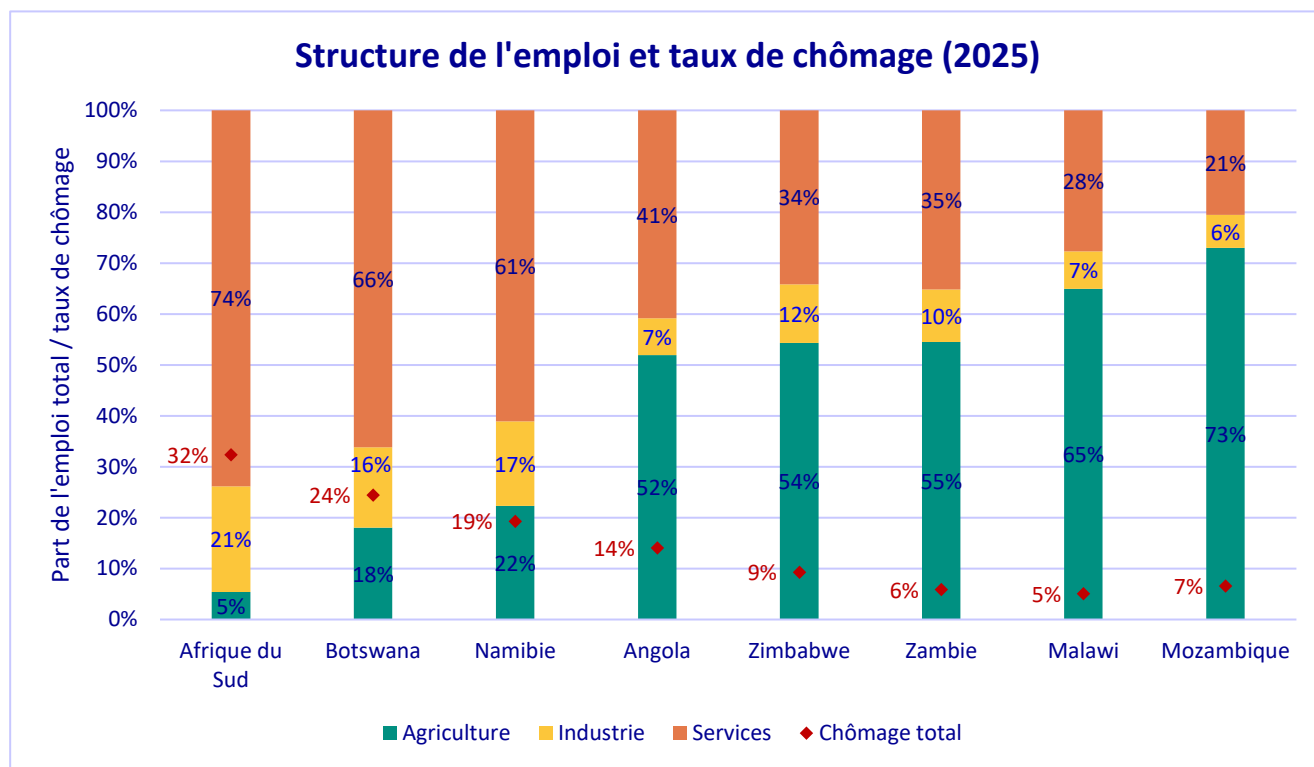
Namibia

- Paratus launched Eutelsat's OneWeb low Earth orbit satellite service, extending reliable connectivity to rural and isolated areas.
- The government approved BP's acquisition of a 60% interest from Eco (Atlantic) Oil & Gas in three offshore exploration licences in the Walvis Basin, where BP will become sole operator.

Zambia

- The Bank of Zambia cut its policy rate by 250 basis points to 10.75%, far more than expected, on the back of marked disinflation, although rising fuel prices could revive inflationary pressures.
- Zambia was due to sign a USD 1.5bn five-year health agreement with the United States, illustrating the shift of US aid towards a co-financing model.

A LA UNE – En Afrique australe, une structure de l'emploi contrastée et une industrialisation limitée



Source : Banque mondiale, World Development Indicators (données 2025, mise à jour juillet 2026)

Selon les données de la Banque mondiale, la structure de l'emploi reste très différenciée selon les pays d'Afrique australe. Dans les économies du nord de la région, l'agriculture concentre une majorité des emplois : 52 % en Angola, 54 % au Zimbabwe, 55 % en Zambie, 65 % au Malawi et 73 % au Mozambique. Il s'agit principalement d'une agriculture familiale de subsistance, peu mécanisée et dépendante de la pluviométrie. Les services représentent entre 21 % et 41 % de l'emploi dans ces pays, tandis que l'industrie n'en concentre que 6 à 12 %. À l'inverse, les services dominent nettement l'emploi en Afrique du Sud (74 %), au Botswana (66 %) et en Namibie (61 %), où l'agriculture ne représente respectivement que 5 %, 18 % et 22 % des emplois.

Cette structure de l'emploi peut contribuer à expliquer les écarts de taux de chômage entre les pays de la région. Les économies où l'emploi agricole et informel est prédominant affichent des taux de chômage relativement faibles : 5 % au Malawi, 6 % en Zambie, 7 % au Mozambique et 9 % au Zimbabwe, contre 14 % en Angola. À l'inverse, le chômage atteint 19 % en Namibie, 24 % au Botswana et 32 % en Afrique du Sud, où il s'élève à 60 % chez les 15-24 ans. Ces écarts ne traduisent toutefois pas nécessairement un marché du travail plus favorable dans les économies agricoles : ainsi, le poids de « l'emploi vulnérable » (qui recouvre la part des travailleurs familiaux et indépendants dans l'emploi total, travailleurs les plus exposés au risque de pauvreté) représente 84 % de l'emploi au Mozambique et 70 % en Zambie, contre 12 % en Afrique du Sud.

La faiblesse de l'industrialisation limite par ailleurs les possibilités de transformation structurelle. L'industrie ne représente plus de 21 % de l'emploi dans aucun pays de la région, malgré le poids important des activités extractives dans certaines économies. En Zambie, l'industrie contribue ainsi à hauteur de 35 % au produit intérieur brut (PIB) mais ne représente que 10 % de l'emploi ; en Angola, ces proportions sont respectivement de 27 % et 7 %. Les secteurs minier et pétrolier, fortement capitalistiques, créent donc relativement peu d'emplois directs. La transformation structurelle s'effectue ainsi largement de l'agriculture vers des services souvent informels, sans véritable phase d'industrialisation intensive en main-d'œuvre. L'enjeu est dès lors de favoriser la diversification vers des activités plus productives et créatrices d'emplois, notamment l'agro-industrie, le développement des chaînes de valeur locales et les services à plus forte valeur ajoutée.

Sommaire :

Afrique subsaharienne

- La Banque mondiale anticipe une reprise inégale en Afrique australe, menacée par El Niño
- Moody's adopte une perspective positive sur les souverains de la région
- L'Union africaine lance sa propre agence de notation, l'AfCRA

Afrique du Sud

- L'activité du secteur privé repasse en territoire négatif, sur fond de flambée des prix des carburants
- Transnet Pipelines (TPL) recherche des partenaires privés pour cinq installations de stockage de carburant
- Le gouvernement reporte à 2027 la sélection de projets indépendants de transmission électrique
- Le montant des importations sud-africaines de carburant atteint son plus haut niveau depuis 1994

Angola

- Livraison de deux hélicoptères AW139 de Leonardo à la Police nationale angolaise

Malawi

- Le FMI avance vers un nouveau programme au titre de la Facilité élargie de crédit

Namibie

- Paratus lance le service satellitaire en orbite basse OneWeb d'Eutelsat
- Le britannique BP acquiert trois blocs *offshore* auprès d'Eco Atlantic

Zambie

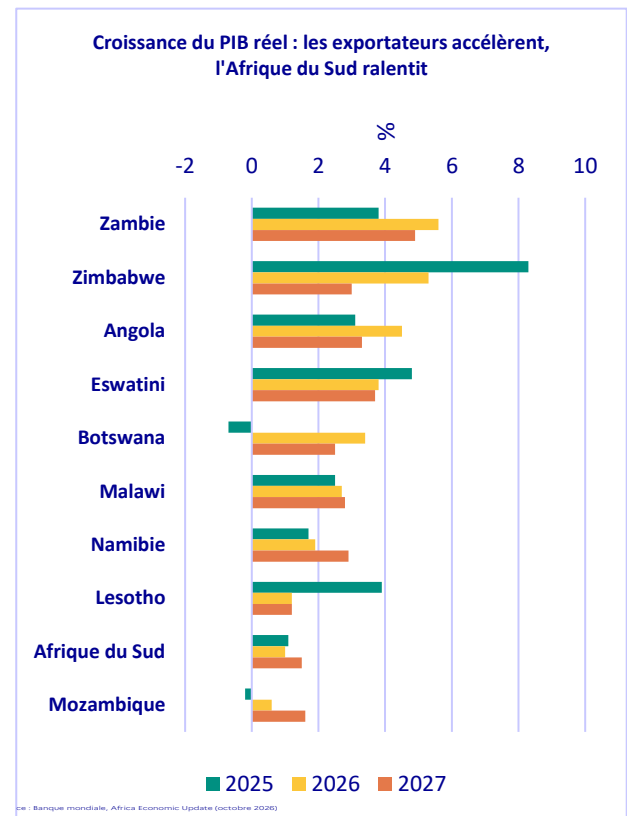
- La Banque de Zambie procède à une baisse nettement plus forte qu'anticipé de son taux directeur
- Signature d'un accord de santé de 1,5 Md USD avec les États-Unis

Afrique subsaharienne

La Banque mondiale anticipe une reprise inégale en Afrique australe, menacée par El Niño

Le 6 octobre, la Banque mondiale a publié son *Africa Economic Update*, qui relève à 4,3 % sa prévision de croissance pour l'Afrique subsaharienne en 2026, après 4,1 % en 2025. L'institution souligne toutefois des trajectoires très contrastées en Afrique australe, notamment sous l'effet du renchérissement des produits énergétiques lié au conflit au Moyen-Orient. Les économies exportatrices de matières premières accéléreraient : la Zambie enregistrerait la plus forte croissance de la région, à 5,6 % en 2026 contre 3,8 % en 2025, portée par le cuivre et une récolte de maïs record. L'Angola progresserait de 4,5 % (contre 3,1 % en 2025), soutenu notamment par le secteur non pétrolier, avant un ralentissement à 3,3 % en 2027. À l'inverse, la croissance sud-africaine resterait atone, à 1,0 % en 2026 (1,1 % en 2025). Les autres membres de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) afficheraient des trajectoires contrastées : la Namibie (1,9 %) et le Lesotho (1,2 %) enregistreraient des performances faibles, tandis que le Botswana rebondirait à 3,4 %, après une contraction de 0,7 % en 2025 liée à la crise du diamant, et que l'Eswatini résisterait mieux (3,8 %). Le Mozambique ne progresserait que de 0,6 %.

La désinflation serait particulièrement marquée dans les pays sortant de perturbations : l'inflation moyenne annuelle passerait de 20,2 % à 10,3 % en Angola, de 13,9 % à 8,0 % en Zambie et de 81,4 % à 5,2 % au Zimbabwe. Elle accélérerait toutefois au Botswana, de 2,7 % à 8,0 %, et au Mozambique, de 4,4 % à 7,5 %, sous l'effet du renchérissement des



carburants importés, tandis qu'elle resterait très élevée au Malawi (23,4 %). Les réponses de politique monétaire divergent en conséquence. Au sein de la zone monétaire commune, la Banque centrale d'Afrique du Sud (*South African Reserve Bank*, SARB) a relevé son taux directeur de 50 points de base (pb) depuis avril, à 7,25 %, tandis que la Banque de Namibie n'a répercuté que la première hausse, portant son taux à 6,75 %. La Banque du Botswana a, pour sa part, relevé son taux à 5,5 %. À l'inverse, l'Angola (14,75 %) et la Zambie (10,75 %) bénéficient de la désinflation pour poursuivre l'assouplissement monétaire.

Enfin, la Banque mondiale identifie un épisode El Niño fin 2026-début 2027 comme le principal risque à court terme. Une nouvelle sécheresse affecterait en effet les économies agricoles qui soutiennent actuellement la reprise régionale, ainsi que la production hydroélectrique en Zambie, au Zimbabwe et au Malawi. Elle pourrait également interrompre la désinflation en Zambie, qui repose en partie sur l'amélioration de

l'offre alimentaire liée à la récolte exceptionnelle de maïs.

Moody's adopte une perspective positive sur les souverains de la région

Le 7 octobre, Moody's a relevé à positive sa perspective sur les souverains d'Afrique subsaharienne, en citant les réformes, le niveau élevé des prix des matières premières et l'amélioration de l'accès aux financements. L'agence prévoit une croissance de 4,3 % en 2026 et en 2027, une baisse des besoins de financement des États de 12,3 % du PIB en 2025 à 11,2 % en 2027 et un reflux de la dette publique de 62,4 % à 56,6 % du PIB. L'Afrique du Sud, la Namibie, l'Angola et la Zambie figurent parmi les huit pays sous perspective positive, ce qui signale un biais haussier sur leur note. Ce diagnostic reste fragile : il repose largement sur des prix des matières premières élevés, donc réversibles, et le poids des intérêts demeure un point faible, des pays comme la Zambie ou le Kenya y consacrant encore environ 35 % de leurs recettes.

L'Union africaine lance sa propre agence de notation, l'AfCRA

Le 7 octobre, l'Union africaine (UA) a lancé à Port-Louis (Maurice) l'*Africa Credit Rating Agency* (AfCRA), première agence de notation panafricaine. Elle notera les États, les institutions financières et les entreprises à partir de données et analyses africaines. Selon l'UA, le service de la dette extérieure du continent a atteint 163 Mds USD (142 Mds EUR) en 2024, contre 61 Mds USD en 2010, et 23 des 55 économies africaines ne sont notées par aucune des trois grandes agences. L'effet de l'AfCRA sur les coûts d'emprunt dépendra toutefois de sa crédibilité auprès des investisseurs internationaux, dont les mandats de gestion restent adossés aux notes des agences établies. L'amélioration de la qualité et de la transparence des données

budgétaires apparaît à cet égard comme un préalable.

Afrique du Sud

L'activité du secteur privé repasse en territoire négatif, sur fond de flambée des prix des carburants

L'indice des directeurs d'achat (*Purchasing Managers' Index*, PMI) de S&P Global est repassé sous le seuil des 50 en septembre, à 49,0 contre 50,5 en août, signalant une contraction de l'activité du secteur privé, la plus marquée depuis décembre. Les nouvelles commandes enregistrent leur plus fort recul depuis deux ans et demi, les clients différant leurs achats dans un contexte d'incertitude sur les prix. Seules les exportations continuent de progresser, pour le quatrième mois consécutif. Les délais de livraison se sont également allongés, notamment en raison de la congestion du port de Durban.

Les prix des carburants ont par ailleurs atteint de nouveaux records le 7 octobre, dans le sillage de la hausse du Brent, passé de 87 à 101 USD/baril sur la dernière période de revue mensuelle des prix. Depuis le 7 octobre 2026, le prix de l'essence s'établit à 30,25 ZAR/litre (environ 1,62 EUR), en hausse de 3,33 ZAR par rapport à septembre. Le diesel augmente de 3,24 ZAR/litre, à 33,29 ZAR. Cette hausse devrait progressivement se répercuter sur les coûts de transport et d'alimentation et peser sur le pouvoir d'achat.

Face à ces pressions, la SARB a relevé son taux directeur de 25 pb à 7,25 % le 23 septembre, à l'unanimité de son comité, sa deuxième hausse de l'année. Elle a abaissé à 1,2 % sa prévision de croissance pour 2026 (contre 1,4 % en mars), ce qui reflète la croissance réalisée sur les deux premiers

trimestres (+0,5 % au premier, puis un recul de 0,2 % au deuxième).

Transnet Pipelines (TPL) recherche des partenaires privés pour cinq installations de stockage de carburant

Transnet Pipelines (TPL), filiale du groupe Transnet en charge du réseau national de *pipelines* de carburant et de gaz, a lancé un appel d'offres pour l'exploitation et la maintenance de cinq installations de stockage de carburant, pour une durée minimale de dix ans. Les cinq installations concernées sont situées à Bethlehem, Kroonstad et Magdala (Free State), Ladysmith (KwaZulu-Natal) et Standerton (Mpumalanga).

Cinq appels d'offres distincts ont été publiés. Les opérateurs privés doivent disposer de capacités avérées dans l'industrie pétrolière, qu'elles soient en amont (*upstream*), intermédiaire (*midstream*) ou aval (*downstream*). Outre l'exploitation et la maintenance des installations, les soumissionnaires retenus devront investir dans l'amélioration des infrastructures et proposer leur propre plan de financement des dépenses d'investissement (*Capital Expenditure*, CapEx), dont ils chiffreront eux-mêmes le montant.

Cette démarche s'inscrit dans un mouvement plus large d'ouverture de certaines activités de réseau (chemins de fer, ports, *pipelines*) du groupe public Transnet au secteur privé. L'entreprise a par exemple cédé fin 2025 une participation de 49,9 % dans le terminal à conteneurs de Durban à l'entreprise internationale philippine International Container Terminal Services Inc. (ICTSI). Plus récemment, en mai 2026, 11 compagnies ferroviaires privées ont reçu un accès conditionnel aux couloirs de fret prioritaires.

Le gouvernement reporte à 2027 la sélection de projets indépendants de transmission électrique

Le 1^{er} octobre, le gouvernement sud-africain a annoncé le glissement du calendrier de son premier programme de projets indépendants de transmission (*Independent Transmission Projects*, ITP). Le Département de l'Électricité et de l'Énergie (DEE) et le Trésor national ont annoncé que la demande de propositions (*Request for Proposals*, RFP) définitive aura lieu au deuxième trimestre 2027, alors qu'elle était prévue au troisième trimestre 2026. À la suite du premier cycle d'échanges avec les sept soumissionnaires pré-qualifiés, il a été décidé de prolonger les consultations.

Pour rappel, les sept consortiums pré-qualifiés devront construire 1 164 km de lignes électriques ainsi que les sous-stations associées, réparties sur sept corridors (Gauteng, KZN, Kimberley, Upington, Karoo, Coastal et Hydra), pour une valeur d'investissement totale estimée à 1 Md USD. Figurent, entre autres, le consortium State Grid (dirigé par l'entreprise chinoise State Grid International Development Company), le consortium Hyperion (mené par la branche sud-africaine du français EDF), le consortium AREF Cobra Transmission (filiale du groupe français Vinci) et le consortium Adani Power Middle East–Momentous Energy (basé aux Émirats arabes unis).

Le glissement du calendrier s'explique en partie par la finalisation du Mécanisme de Garantie de Crédit (*Credit Guarantee Vehicle*, CGV), d'un capital initial ciblé de 500 M USD. Mis en place avec l'appui de la Banque mondiale, il doit permettre aux projets ITP d'aboutir en l'absence de garantie gouvernementale. Le CGV, créé le 12 août 2026, a déposé sa demande de licence auprès de l'Autorité Prudentielle de la Banque Centrale. Il vise un accord engageant avant l'appel d'offres final de fin mars 2027.

Le montant des importations sud-africaines de carburant atteint son plus haut niveau depuis 1994

Alors que les prix du carburant atteignent des niveaux records (plus de 30 ZAR (1,6 EUR) le litre d'essence et plus de 33 ZAR (1,77 EUR) pour le diesel), l'impact économique du conflit au Moyen-Orient se manifeste dans la facture des importations de l'Afrique du Sud. Près d'un rand sur quatre dépensé en importations au deuxième trimestre 2026 est allé au pétrole brut et aux produits pétroliers raffinés.

Le pétrole a représenté 24,5 % des importations totales pendant le deuxième trimestre (d'avril à juin 2026), en hausse par rapport aux 15,9 % du trimestre précédent. Il représentait environ 80 % de la valeur des cinq plus grandes catégories de produits importés par le pays, qui ont représenté 147 Mds ZAR (environ 8 Mds EUR) en valeur, soit 28 % des importations totales. En particulier, le diesel a représenté un montant de 70 M ZAR (3,75 M EUR) sur le trimestre, soit le double du même trimestre en 2025.

Face à la perturbation des approvisionnements habituels via le détroit d'Ormuz, l'Afrique du Sud s'est tournée vers les États-Unis et le Nigeria et a vu sa balance commerciale se dégrader auprès de ces deux pays. Cette hausse est tirée principalement par les produits pétroliers raffinés. Alors que les importations sud-africaines en provenance des États-Unis s'élevaient à 1,5 Md USD au premier trimestre 2026, elles atteignaient 2,7 Mds USD au deuxième trimestre, soit une progression de 80 %. Dans le même temps, les importations sud-africaines en provenance du Nigeria bondissaient de 114 %, passant de 0,7 Md USD au premier trimestre 2026 à 1,5 Md USD au deuxième trimestre. Face à cette envolée des importations, les exportations sud-africaines demeuraient atones : vers les États-Unis, elles ne progressaient que de 9 % (de 2,3 à 2,5 Mds USD), tandis que

celles destinées au Nigeria reculaient même de 6 %, passant de 127 à 119 M USD. Alors que la capacité de raffinage nationale est limitée à environ 208 000 barils par jour, cela met en évidence la vulnérabilité du pays aux prix internationaux du pétrole. Au 05 octobre 2026, le Brent (type de pétrole qui sert de référence majeure pour la fixation des prix du pétrole à l'échelle mondiale) est négocié au-dessus de 102 USD le baril.

Angola

Livraison de deux hélicoptères AW139 de Leonardo à la Police nationale angolaise

Le ministère de l'Intérieur angolais a signé en Italie le procès-verbal de livraison et de réception de deux nouveaux hélicoptères AW139, fabriqués par le groupe aéronautique italien Leonardo et destinés à l'Unité aérienne de la Police nationale angolaise (PNA). Ces deux appareils s'inscrivent dans une commande de 19 aéronefs, des modèles AW119Kx (monomoteur) et AW139 (bimoteur), passée en décembre 2021 par le ministère de l'Intérieur afin de moderniser et de renforcer la flotte de la PNA. Les premières unités ont été livrées fin 2025. Cette livraison conforte la présence de Leonardo en Angola, où le constructeur est devenu l'un des principaux fournisseurs d'hélicoptères de l'État. En avril 2026, un décret présidentiel a autorisé un financement pour l'achat de 14 hélicoptères AW119 supplémentaires pour le ministère de la Défense nationale, dans le cadre d'un contrat de 132,8 M EUR, financé par la banque italienne Intesa Sanpaolo et garanti par l'agence italienne de crédit à l'exportation SACE.

Malawi

Le FMI avance vers un nouveau programme au titre de la Facilité élargie de crédit

Du 22 septembre au 6 octobre, une mission du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue à Lilongwe pour avancer sur la définition d'un programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Les autorités ont engagé plusieurs réformes dans le cadre du *National Economic Recovery Plan* (NERP), avec notamment un renforcement de la mobilisation des recettes et une maîtrise des dépenses conforme aux objectifs du budget 2026/27. Le FMI souligne également les réformes des prix des carburants et du sucre, destinées à améliorer le fonctionnement des marchés, ainsi que les progrès réalisés sur les mesures visant à réduire le poids de la dette publique. L'inflation ralentit depuis plusieurs mois, notamment grâce à la baisse de l'inflation alimentaire, mais l'inflation hors alimentation demeure élevée.

La conjoncture reste toutefois difficile. La croissance est pénalisée par les chocs climatiques et par le recul de la demande de tabac, principale exportation du pays. Les effets du conflit au Moyen-Orient sur les termes de l'échange constituent un facteur de pression supplémentaire. Le FMI estime que les risques pesant sur les perspectives sont orientés à la baisse, notamment en raison du risque d'un épisode El Niño fin 2026-début 2027, susceptible de réduire la production agricole et d'aggraver l'insécurité alimentaire.

Le potentiel programme FEC viserait à soutenir la stabilisation macroéconomique et une croissance plus inclusive et résiliente.

Namibie

Paratus lance le service satellitaire en orbite basse OneWeb d'Eutelsat

Paratus Namibie a lancé le service satellitaire en orbite basse (*Low Earth Orbit*, LEO) OneWeb d'Eutelsat, conçu pour servir le marché résidentiel et commercial namibien. Ce nouveau service combine une connectivité à haut débit et faible latence

avec des forfaits plafonnés et illimités compétitifs. Il étend ainsi une connexion fiable aux zones rurales, isolées ou dépourvues d'infrastructures de télécommunication terrestres.

Ce déploiement en Namibie s'inscrit dans la stratégie plus large du groupe Paratus visant à assurer une connectivité résiliente et performante à travers l'Afrique. Il fait suite à l'accord pluriannuel signé avec Eutelsat en novembre 2025 pour étendre les services satellitaires en orbite basse OneWeb en Afrique australe, en particulier dans les pays suivants : Afrique du Sud, Angola, Namibie, Botswana et Zambie.

Le britannique BP acquiert trois blocs offshore auprès d'Eco Atlantic

Le 1^{er} octobre, le gouvernement namibien a officiellement validé le rachat par le britannique BP de 60 % des parts du canadien Eco (Atlantic) Oil & Gas dans trois licences d'exploration offshore du bassin de Walvis. Les blocs concernés (*Petroleum Exploration Licences*, PEL97, PEL99 et PEL100) couvrent des zones où BP deviendra opérateur exclusif, tandis qu'Eco conservera 25 % des participations. La transaction, approuvée fin septembre 2026, s'inscrit dans le cadre d'un accord signé en avril 2026.

BP prendra en charge 100 % des frais d'exploration, y compris la part d'Eco (25 %) ainsi que celles de l'État namibien (10 %) et des partenaires locaux (5 %). En contrepartie, Eco recevra 2,7 M USD dès la clôture, avec une option de vente lui permettant de céder jusqu'à 10 % supplémentaires de ses parts à BP en 2028, si le projet entre en phase de forage. Sous réserve de découvertes, cette clause pourrait rapporter jusqu'à 63 M USD à Eco, compte tenu du plafond de 21 M USD par puits. Eco réinvestira les capitaux issus de cet accord dans ses autres actifs au Guyana (bloc Orinduik) et en Afrique du Sud (bloc 3B/4B dans le bassin de l'Orange), ainsi que dans ses travaux d'exploration.

Par ailleurs, BP engagera un programme d'imagerie sismique comprenant le retraitement des données sur le permis PEL 97 et l'acquisition de 3 000 km² de données 3D sur les permis PEL 99 et PEL 100. Cet accord renforce la présence de BP dans un bassin aux perspectives géologiques prometteuses, malgré d'importants défis techniques et financiers.

Zambie

La Banque de Zambie procède à une baisse nettement plus forte qu'anticipé de son taux directeur

Le 30 septembre, la Banque de Zambie a abaissé son taux directeur de 250 pb, à 10,75 %, alors que le consensus Reuters anticipait une baisse dix fois moindre (25 pb seulement). La décision s'appuie sur une désinflation marquée : passée sous 10 % dès février, l'inflation est revenue à 6,1 % en septembre, dans la fourchette cible de 6 à 8 %, grâce à la baisse des prix du maïs après une récolte record et à l'appréciation du kwacha. La Banque centrale prévoit une inflation moyenne de 6,7 % en 2026 et de 6,0 % en 2027. L'ampleur de la baisse traduit la volonté de soutenir une activité du secteur privé qui reste fragile. Le pari n'est pas sans risque : la hausse des prix des carburants en octobre, le rétablissement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les carburants en décembre et un éventuel épisode El Niño pourraient raviver l'inflation, ce qui plaide pour un rythme plus modéré lors du prochain comité.

Pour mémoire, l'*Energy Regulation Board* a relevé les prix à la pompe au 1^{er} octobre : l'essence passe de 25,29 à 31,46 ZMW/l (+24,4 %) et le diesel de 26,86 à 33,27 ZMW/l (+23,9 %), du fait du rétablissement des droits d'accise, suspendus d'avril à septembre, et de la hausse des cours du pétrole. La TVA sur les carburants sera rétablie le 1^{er} décembre, ce qui entraînera une seconde hausse. Le gouvernement fait ainsi le choix de restaurer ses recettes, en cohérence avec les discussions engagées avec le FMI, au risque d'une diffusion aux transports et aux prix alimentaires au moment même où la politique monétaire s'assouplit.

Signature d'un accord de santé de 1,5 Md USD avec les États-Unis

La Zambie devait signer le 8 octobre un accord avec les États-Unis débloquent 1,5 Md USD (1,3 Md EUR) sur cinq ans pour la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la santé publique, en contrepartie d'une contribution zambienne de 2,1 Mds USD. Les négociations avaient été retardées par des désaccords sur le partage des données médicales et des soupçons de lien avec l'accès aux minerais critiques ; selon le ministre de la Santé, l'accord final limite le partage de données au suivi des programmes financés et ne comporte aucune clause minière. Il illustre le passage de l'aide américaine vers un modèle de cofinancement, qui transfère une part croissante du coût sur le budget zambien.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr